

3 places pour l'ESAT c'est essentiel !

Nous, salariés de l'ESAT de l'Algérie, dénonçons les insuffisances des financements publics qui mettent en danger la structure.

Nous réclamons les ressources suffisantes pour que notre établissement puisse répondre à sa mission d'insertion sociale et d'épanouissement des travailleurs handicapés qu'il accueille et pour qu'il puisse leur garantir un accompagnement de qualité.

L'ARS ne peut pas compter sur l'activité économique de l'ESAT pour combler des déficits de financement.

ça suffit !

Nous réclamons l'attribution d'une enveloppe budgétaire qui soit conforme aux besoins reconnus.

Nous affirmons avec force que l'humain n'est pas une marchandise et le travail social non plus.



Le secteur médico-social dans son ensemble subit une purge d'austérité et se trouve confronté à une **diminution constante des budgets et des financements**. Il vit les mêmes difficultés que les secteurs sanitaire et social.

L'ESAT* de l'Algérie, au Louroux-Béconnais, n'échappe pas à cette triste réalité.

Les salariés viennent d'apprendre que les budgets alloués par l'Agence Régionale de Santé (ARS) entraînent **la mise en danger budgétaire de l'établissement**.

En effet, contrairement aux engagements pris dès 2009, l'enveloppe allouée pour les 5 années à venir n'autorise pas l'ouverture de 3 places supplémentaires qui pourtant nous aurait permis de maintenir un taux d'encadrement satisfaisant et d'assurer l'équilibre financier de l'établissement.

D'autre part, face aux problématiques de plus en plus complexes d'un certain nombre de travailleurs handicapés, **le recours à un psychologue est indispensable** pour l'équilibre et le bien être de certaines personnes.

Ce temps a donc été mis en place pour répondre vraiment aux attentes de ces personnes. Mais faute de moyens dédiés accordés par l'ARS, les quelques heures de psychologue sont financées sur les excédents du budget production. Nous déplorons que lors de la renégociation de la dotation pour la période 2015-2019 **notre tutelle n'ait toujours pas donné les moyens suffisants pour pérenniser ce temps de soutien psychologique**.

La mission d'un ESAT est d'accueillir des travailleurs en situation de handicap et de leur garantir une activité professionnelle adaptée à leurs capacités pour favoriser leur inclusion dans la société.

Les ESAT fonctionnent avec deux budgets. L'un « social » est financé par une dotation de fonctionnement versée par l'État et doit couvrir les rémunérations du personnel éducatif et les dépenses de structure et de fonctionnement. L'autre « commercial », financé par les activités de travail (donc par les richesses produites par les travailleurs handicapés), permet de rémunérer ces derniers, d'acheter des matières premières et d'investir dans l'outil de production.

Il est inadmissible que l'ARS se défasse sur l'activité de production (et donc le travail des personnes handicapées) pour combler des déficits de financement.

Nous sommes choqués de l'abandon par les pouvoirs publics de certaines de ses responsabilités essentielles.

Nous refusons d'être contraints de devoir accroître la productivité et la pression sur les travailleurs pour faire face à ces restrictions budgétaires.

Nous réclamons des moyens suffisants pour assurer un accompagnement de qualité.